

## Saint-Laurent Vision 2000

## Phase III 1998-2003

### CONCERTATION, PARTENARIAT ET ACTION

Danielle Gingras

#### Une planification concertée

Fruit de la réflexion collective de nombreux partenaires gouvernementaux et non gouvernementaux, la phase III du Plan d'action Saint-Laurent a permis aux ministères concernés des gouvernements du Canada et du Québec, ainsi qu'à des représentants du Comité consultatif Saint-Laurent Vision 2000 (SLV 2000), de Stratégies Saint-Laurent et des comités Zones d'intervention prioritaires (ZIP) de faire consensus sur les domaines d'intervention environnementale prioritaires des cinq prochaines années. Plus de 200 personnes ont participé au développement de cette troisième phase.

#### Les grands objectifs

Dans une perspective de développement durable et un souci d'assurer une continuité aux interventions des deux premières phases, cette troisième phase vise trois grands objectifs: la protection de la santé de l'écosystème, la protection de la santé humaine et l'implication des communautés riveraines afin de favoriser l'accessibilité et le recouvrement des usages du Saint-Laurent.



## Vers la prise en charge du Saint-Laurent par les communautés riveraines

La poursuite de la mise en place des comités ZIP et le développement de Plans d'action et de réhabilitation écologique (PARE), sous la coordination de Stratégies Saint-Laurent, consacrent la volonté du milieu de s'impliquer activement dans la protection et la conservation du Saint-Laurent. La phase III appuie cette approche en favorisant la concertation des populations riveraines et en appuyant financièrement et techniquement la création de nouvelles ZIP, ainsi que la réalisation de projets communautaires qui contribueront à la réalisation des objectifs de la phase III.

## Une gestion concertée et participative

Plus que jamais, les interventions au regard du Saint-Laurent font l'objet d'une concertation accrue, non seulement entre les partenaires gouvernementaux mais aussi avec les intervenants non gouvernementaux. La phase III du Plan d'action Saint-Laurent intègre les priorités d'action et les préoccupations de la population. Le Comité consultatif SLV 2000, pour sa part, joue le rôle d'un organisme conseil auprès du Comité de gestion de l'Entente. De plus, des partenaires externes seront invités à participer à la réalisation des objectifs de la phase III.

## Une approche préventive

Au cours des dix dernières années, la priorité a surtout été accordée aux interventions les plus urgentes, telles que la réduction des rejets liquides toxiques provenant du secteur industriel et la mise sous protection d'habitats fauniques et d'espèces en difficulté. La phase III met l'accent sur la prévention, en particulier dans les domaines de la santé humaine, de l'assainissement industriel et urbain, de l'agriculture et de la navigation. Elle encourage la mise en place de mesures volontaires et l'adoption de bonnes pratiques de gestion environnementale, et mise sur l'éducation et la sensibilisation afin de protéger la santé de la population et celle de l'écosystème du Saint-Laurent.

## De nouveaux domaines d'intervention

### La navigation

La navigation a été reconnue comme étant une des nouvelles préoccupations environnementales par l'ensemble des partenaires du Plan. Il est prévu de développer une stratégie qui assure une gestion de la navigation soucieuse du développement durable et plus respectueuse de l'environnement.

### La gestion des niveaux d'eau

Les variations des niveaux d'eau, dues aux ouvrages de régularisation et aux changements climatiques, préoccupent également les experts et les riverains. Ce nouveau domaine d'intervention permet d'évaluer les impacts des variations des niveaux d'eau sur l'écosystème et les usages du Saint-Laurent.

## Poursuite des efforts des deux premiers plans d'action en biodiversité, en industriel et en santé, et efforts additionnels en agriculture

Au cours des phases I et II, les actions réalisées ont permis d'obtenir de nombreux résultats dans plusieurs domaines d'intervention, notamment dans les secteurs de l'assainissement industriel, de la protection de la biodiversité et de la santé. Ces efforts seront maintenus au cours de la phase III. De plus, compte tenu des préoccupations exprimées à l'égard de la problématique agricole, des efforts additionnels seront faits pour intervenir dans ce domaine.

## CONCERTATION, PARTENARIAT, ACTION

### Une façon positive et constructive de travailler ensemble

La phase III du Plan d'action Saint-Laurent se distingue par l'implication grandissante de la population dans la protection et la conservation du Saint-Laurent et par une concertation accrue de l'ensemble des partenaires en vue d'obtenir des résultats concrets et mesurables. Cette concertation est présente à tous les niveaux.

#### Entre les gouvernements

Par cette troisième entente, les gouvernements du Canada et du Québec démontrent leur volonté de redonner aux citoyennes et aux citoyens un fleuve en santé. Depuis maintenant dix ans, une gestion concertée permet aux deux gouvernements de s'entendre sur les objectifs à atteindre, d'assurer la complémentarité de leurs interventions et d'utiliser de façon optimale les ressources disponibles.

#### Avec le Comité consultatif

Le Comité consultatif compte une trentaine de membres, qui proviennent de tous les secteurs d'activité concernés par le fleuve : pêche, tourisme, agriculture, santé publique, municipalités, industries, navigation, faune et flore... Son mandat est de fournir des avis au Comité de gestion de l'Entente sur les orientations et sur les travaux réalisés dans le cadre de la phase III.

#### Avec Stratégies Saint-Laurent et les comités ZIP

Stratégies Saint-Laurent a le mandat d'assurer la coordination et la promotion du programme des Zones d'intervention prioritaires (ZIP). Il assure la création de nouveaux comités ZIP, coordonne ceux déjà en place, facilite leurs communications et leurs échanges et assure le suivi des actions des PARE. Les comités ZIP favorisent la concertation au sein des communautés riveraines et voient à l'établissement de priorités d'action à l'échelle locale.

#### Avec les citoyennes et les citoyens

L'implication des citoyennes et des citoyens regroupés au sein des comités ZIP a grandi au cours des années. Plusieurs d'entre eux sont prêts à participer concrètement à l'amélioration de la qualité environnementale de leur secteur et à favoriser l'accès accru de la population aux usages du Saint-Laurent. On compte présentement dix comités ZIP, et quatre autres verront le jour au cours de la phase III.

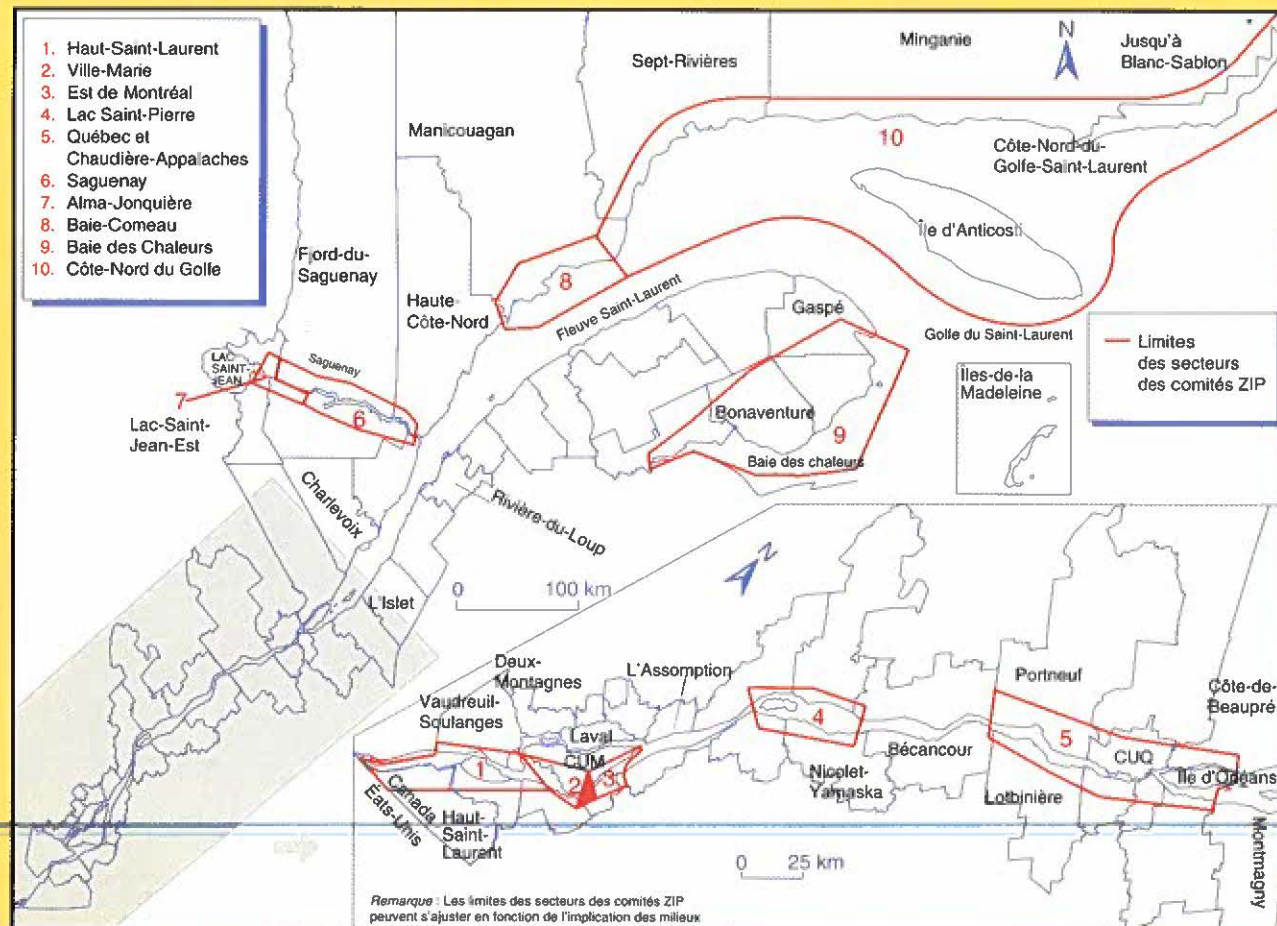
#### Avec le secteur privé et les universités

Une coopération étroite est maintenue avec le secteur privé et celui des universités et centres de recherche. Cette collaboration, amorcée il y a dix ans, facilite l'obtention des résultats scientifiques visés et favorise le développement d'une expertise reconnue dans le domaine des sciences de l'environnement au Québec.

#### Avec le Réseau d'observation active de la Biosphère

Premier centre canadien d'observation environnemental sur l'eau et les écosystèmes Saint-Laurent-Grands Lacs, la Biosphère vise à développer chez les citoyennes et les citoyens une prise de conscience responsable et orientée vers l'action. Partout, le long du Saint-Laurent, des individus, des écoles et des organismes membres du Réseau d'observation active recueillent des données variées sur leur environnement et sur leurs actions environnementales, que la Biosphère valorise ensuite et met à la disposition du public par des technologies de pointe en communication.

### Les comités ZIP existants



### Un défi de gestion

La mise en œuvre de la phase III du Plan d'action Saint-Laurent présente un réel défi, au niveau de la gestion, par la quantité et la complexité des problématiques auxquelles elle s'attaque, par les intérêts multiples et variés qu'elle suscite, ainsi que par ses engagements en vue de l'obtention de résultats concrets et mesurables. Ce défi, c'est tous ensemble que nous pouvons le relever.

#### Ministères du gouvernement du Canada participants

Agriculture et Agroalimentaire Canada  
 Développement économique Canada  
 Environnement Canada  
 Patrimoine canadien  
 Pêches et Océans Canada  
 Santé Canada  
 Transports Canada  
 Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

#### Ministères du gouvernement du Québec participants

Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec  
 Ministère de l'Environnement et de la Faune du Québec  
 Ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec

#### Bureau de coordination SLV 2000

1141, route de l'Église  
 C. P. 10 100, 6<sup>e</sup> étage  
 Sainte-Foy (Québec) G1V 4H5

#### Site Web de SLV 2000

[www.slv2000.qc.ec.gc.ca](http://www.slv2000.qc.ec.gc.ca)

Le site Web de SLV 2000 est le principal outil d'information que se sont donné l'ensemble des partenaires du Plan d'action Saint-Laurent Vision 2000 pour vous informer sur le Saint-Laurent et sur les domaines d'intervention de la phase III. Des liens vous permettent d'accéder aux sites de chaque partenaire, ainsi qu'à ceux de la Biosphère, de Stratégies Saint-Laurent et des comités ZIP.

N° 3923-98-05

Imprimé sur papier exempt d'acide

Imprimé sur papier recyclé

Also available in English

**GRANDS OBJECTIFS**

**SANTÉ DE L'ÉCOSYSTÈME • IMPLICATION DES COMMUNAUTÉS • SANTÉ DES CITOYENS**

**RÉSULTATS**

**IMPLICATION COMMUNAUTAIRE**

- Appuyer la concertation de 14 communautés riveraines (ZIP) autour d'enjeux environnementaux locaux, sous la coordination de Stratégies Saint-Laurent
- Soutenir la mise en œuvre de 150 projets communautaires issus des PARE, élaborés par les comités ZIP, ou du milieu en vue de faciliter l'accessibilité et le recouvrement des usages du Saint-Laurent
- Fournir un soutien scientifique et technique aux comités ZIP
- Diffuser l'information de pointe sur le Saint-Laurent par le biais du Réseau d'observation active de la Biosphère et d'un centre d'expertise et de vulgarisation scientifique sur l'environnement du Saint-Laurent

Canada **13,7 M\$**  
Québec **3,5 M\$**

**AGRICULTURE**

- Réduire de 50% l'utilisation des pesticides et obtenir 70% des superficies en lutte intégrée d'ici 2003; faire le suivi pour vérifier les résultats obtenus
- Établir 5 clubs conseils sur la rivière Boyer afin d'assurer une gestion agroenvironnementale du bassin et de favoriser le retour de la population d'éperlans
- Valider un indicateur sur les risques de contamination des eaux de surface par le phosphore
- Procéder au contrôle et à l'inspection dans le domaine de l'assainissement agricole et rendre les entreprises agricoles conformes au Règlement sur la réduction de la pollution d'origine agricole dans des tributaires du Saint-Laurent

Canada **4,5 M\$**  
Québec **82,3 M\$**

**INDUSTRIEL ET URBAIN**

- Acquérir et traiter l'information sur les secteurs industriels suivants: métallurgique, traitement métallique, et chimique, afin de prioriser les interventions au regard des 10 substances toxiques prioritaires
- Mettre en œuvre des projets de prévention dans 60 usines (20 par secteur) et évaluer les gains environnementaux et économiques
- Procéder au contrôle et à l'inspection dans le secteur industriel
- Fournir l'expertise technique et le soutien financier pour encourager la mise au point, l'adaptation et la commercialisation de nouvelles technologies ou équipements visant la prévention de la pollution
- Compléter la réduction des rejets liquides toxiques dans 10 établissements prioritaires de la phase II (90% ou réduction optimale en vue d'une élimination virtuelle)
- Mettre en œuvre un programme de reconnaissance environnementale des établissements industriels visés lors des deux premières phases du Plan d'action Saint-Laurent
- Mesurer la toxicité des effluents de 3 grandes communautés urbaines (CUM, CUQ et CUO) et de 9 autres municipalités, afin d'appuyer les mesures de correction

Canada **14,9 M\$**  
Québec **16,5 M\$**

**SANTÉ HUMAINE**

- Réduire l'exposition de la population à des eaux récréatives présentant des risques de contamination microbiologique
- Réduire l'exposition de la population à de l'eau potable présentant des risques de contamination chimique et microbiologique
- Réduire l'exposition de la population à la consommation de produits aquatiques présentant des risques de contamination organique et inorganique

Canada **14,6 M\$**  
Québec **5,0 M\$**

**BIODIVERSITÉ**

- Contribuer à la sauvegarde de 35 espèces fauniques et floristiques en difficulté
- Contrôler l'introduction d'espèces exotiques et limiter les impacts d'espèces envahissantes
- Protéger 120 000 hectares de milieux naturels, dont 1 660 hectares par voie d'acquisition directe
- Développer et mettre en œuvre 7 plans de gestion et de conservation des milieux sensibles
- Aménager des structures et des sites à potentiel écologique pour favoriser l'accès de la population au Saint-Laurent
- Éduquer et sensibiliser le public à la valeur écologique du Saint-Laurent
- Évaluer les impacts sur l'écosystème et sur les usages du Saint-Laurent des variations des niveaux d'eau dues aux changements climatiques et à la régularisation
- Fournir des prévisions et des analyses sur l'état du Saint-Laurent par la mise en place d'un système de suivi intégré

Canada **64,0 M\$**  
Québec **7,7 M\$**

**NAVIGATION**

- Développer et mettre en œuvre une stratégie assurant une gestion de la navigation soucieuse du développement durable sur le Saint-Laurent, en concertation avec l'industrie maritime, les intervenants environnementaux, les gouvernements et la population
- Mettre en place un mécanisme de suivi pour les activités de dragage du Saint-Laurent
- Développer des outils et des guides nécessaires à l'amélioration de la gestion des risques et des dangers environnementaux dans le contexte d'une navigation soucieuse du développement durable sur le Saint-Laurent
- Mettre en œuvre un plan de gestion des sites contaminés pouvant présenter un risque pour l'écosystème
- Protéger les berges du Saint-Laurent contre l'effet d'érosion occasionné par la navigation commerciale et de plaisance
- Mettre en place une réglementation ou un code de bonnes pratiques quant aux rejets des eaux de ballast
- Produire ou mettre à jour des outils pour améliorer les pratiques de gestion des sédiments

Canada **5,6 M\$**  
Québec **0,08 M\$**



Parcs Canada



Parcs Canada



Parcs Canada/J. Beardsell

**BUDGETS TOTAUX**  
**123,1 M\$** **116,1 M\$**  
Canada Québec

Inclut 6,1 M\$ en budgets d'administration et de communication